

L E T T R E

É C R I T E

A U R O I

PAR LES GENTILSHOMMES

*Dè la province de Dauphiné ,
le 28 Août 1788.*

THE NEWBERRY LIBRARY

CHICAGO

OF THE

UNIVERSITY OF CHICAGO



SIRE,

Sous le regne d'un Prince qui veut le bonheur de son Peuple , pourquoi faut-il que chaque jour soit marqué par de nouveaux actes de rigueur ; Que dans une Monarchie, où la liberté personnelle doit être sous la protection des Lois, on traite comme des criminels ceux de vos Sujets qui se distinguent le plus par leur attachement aux vrais intérêts de Votre Majesté.

Ainsi l'on détruit la sûreté publique ; ainsi ceux qui chérissent votre gloire & la prospérité de l'Etat , qui connoissent la pureté de vos intentions , & desirent de les seconder , ne peuvent se livrer à leur zèle , sans faire le sacrifice de leur liberté ; & votre disgrâce qui devrait être réservée pour les ennemis des Lois , frappe successivement l'élite de nos Citoyens.

La Bretagne choisit douze Gentilshommes pour exprimer à V. M. ses vœux & ses réclamations ; ils veulent approcher de votre personne sacrée ; on oppose à leurs desseins des obstacles multipliés. Ils tâchent de les surmonter , & pour prix de ces efforts qui prouvent leur amour pour leur Prince , & leur extrême confiance en sa justice , ils sont enfermés dans des Prisons d'Etat.

De tous les actes du pouvoir arbitraire , qui font gémir la Nation , il n'en est point de plus alarmant par ses conséquences. Vous êtes, SIRE, le gardien suprême des droits de vos sujets, & c'est lorsque douze Gentilshommes viennent implorer votre justice au nom d'une grande Province , que , sans respect pour la foi publique , on attende à leur liberté.

La Noblesse de Dauphiné ne pourroit se dispenser de réclamer contre une pareille violence , sans manquer à ce qu'elle doit à la Nation , à ce qu'Elle doit à sa dignité. Placés sur le trône pour s'occuper du bonheur de leurs sujets, les Rois ne peuvent refuser d'écouter leurs plaintes : ils doivent mettre sous leur sauve-garde tous ceux qui viennent implorer leur appui. Souffrir qu'on les outrage, c'est dégrader la majesté du trône. Les gentilshommes Bretons avoient encore un autre titre pour jouir d'une sûreté inviolable ; ils étoient les envoyés de leur province , & ce caractère devoit être sacré.

Les princes dont nous révérons la mémoire ; dont nous ne prononçons le nom qu'avec attendrissement & respect, Louis IX , Louis XII , Henri IV , ne refusoient pas d'entendre les plaintes du plus obscur des citoyens ; ils se garantissoient , par ce moyen , de l'erreur & de la surprise , & s'assuroient la reconnoissance & l'amour de leur peuple.

SIRE , c'est sur-tout aux gentilshommes , que les ministres ne peuvent , sans crime , interdire l'accès du trône. Comment pourroit-on priver ceux qui sont les premiers défenseurs de Votre Majesté , du droit de l'approcher immédiatement ?

Les despotes de l'Asie s'ensevelissent au fond de leurs palais , oublient la multitude de leurs esclaves , laissent à d'autres le soin de les gouverner , & ne paroissent que dans quelques solennités pour frapper , par un éclat fastueux , les regards d'un peuple stupide. Mais , vous , SIRE, Vous le chef d'une nation libre , ... ah ! ne permettez jamais qu'on sépare un pere tendre de sa famille , qu'on anéantisse le plus beau droit de la royauté , celui d'être le centre de la justice & le refuge du malheur.

Signés. MM. Morges. Vicomte de Bardonnenche. Le Chevalier du Bouchage. Le Marquis de Baronat. Dupilhon. De Tardivon. Planc de Sieyes. Demenon. Le Chevalier de Garnier. Lavalette. Deportes-d'Anblérieu. Le Chevalier de Bonniot. Le Chevalier de

Rachais. Le Marquis de Veynes. Le Marquis de
 Loras. Ofarrell, pere. Loras. Le Vicomte de Leyffins.
 Le Comte de Bally. Le Marquis de Ladeveze. Le
 Marquis de Lavillette. Le Comte d'Arces. Le Comte
 de Chapponay. Le Comte de Revol. De Clapperon
 de Millieu. De Pufignan. Le Chevalier de Pina-
 Dupalais. De Charent. Demafin. Laporte. Le
 Marquis de Blacons. Le Marquis de Maubec-
 Demoidieres. Le Marquis de Pifançon. De Bosonier
 de Romane. Gesse de Poisieu. Le Marquis de
 Beau-Semblant. Sibeud. Le Vicomte de Tournon.
 De Jonage. Le Baron de Sainte-Croix. De Léotaud-
 Montauban. Vallier. Boissac. Lacoste de Maucune.
 Baratier. Le Comte de Marfanne, fils. Canel.
 Saint-Roman. Duclaux-Besignan. Le Comte de
 Chabons. Colombier. Pina-Saint-Disdier. Pasquier
 de Fayeux. De Lemps. Le Comte d'Urre. De Gallier.
 Ventaillac. Gillier. Dugardier-de-Robert. De Saint-
 Clair. Montclat. Dupuy-de-la-Marne. Saint-
 Germain. Ponnat. Venterol. Langon. Lavallette.
 Taxis du Poët. Sezarge-de-Meffray. Le Chevalier
 de Murinais. Le Chevalier Alphonse de Dolomieu.
 Perret. Vallier. Chivalet. Albanel de Cessieux, fils.
 Le Marquis de Bessroi. De Girin. De Barbier.
 Ducerf-de-Croze. Le Chevalier de Moidieu.
 L'Espinace. Le Chevalier de Bruno. Grand. De
 Barlatier. Chaptat-de-Grand-Maison. Chaptat-de-
 Seillac. De Queyrel. De Queyrel. J. de Queyrel.
 P. de Queyrel. Chastellard. Miribel. Rigaud-de-
 Lille. Dutau. De Sacy. De Pons. Le Comte du

Ponts. Le Chevalier de Geoffre⁷ de Chabignac. Long
pra, filsainé. Jean de Richaud. De Richaud. Le Mar
quis de Moléon. Melat. le Vicomte de Chabons. De
Vantavon. d'Allemond.

The first of these is the fact that the
 system of taxation is not uniform
 and that the burden of taxation is
 not equally distributed. The second
 is the fact that the system of
 taxation is not based on the ability
 to pay. The third is the fact that
 the system of taxation is not based
 on the principle of justice. The
 fourth is the fact that the system
 of taxation is not based on the
 principle of equity. The fifth is the
 fact that the system of taxation is
 not based on the principle of
 efficiency. The sixth is the fact
 that the system of taxation is not
 based on the principle of simplicity.
 The seventh is the fact that the
 system of taxation is not based on
 the principle of transparency. The
 eighth is the fact that the system
 of taxation is not based on the
 principle of accountability. The
 ninth is the fact that the system
 of taxation is not based on the
 principle of fairness. The tenth is
 the fact that the system of taxation
 is not based on the principle of
 justice.